



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° BCTE/2021- 133 DU 15 NOVEMBRE 2021
PORTANT PROLONGATION DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE CARRIÈRE
ALLUVIONNAIRE SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LEMPDES-SUR-
ALLAGNON DELIVRÉE À LA SARL PROMEYRAT**

Le préfet de la Haute-Loire,

VU le code de l'environnement ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la Haute-Loire - M. ETIENNE (Eric) ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU les arrêtés préfectoraux du 6 mars 1997 et du 31 mai 2006 n° D2 B1 2006/262 autorisant la SARL PROMEYRAT à exploiter une carrière alluvionnaire au lieu-dit « La Revaute » sur la commune de LEMPDES SUR ALLAGNON, pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2021 n° BCTE/2021-58 autorisant la SARL PROMEYRAT à exploiter une carrière alluvionnaire au lieu-dit « La Revaute » sur la commune de LEMPDES SUR ALLAGNON, pour une durée de 6 mois supplémentaires ;

VU la demande de prolongation pour 5 ans déposée par l'exploitant le 14 octobre 2020 et la demande de compléments formulée par l'administration le 17 mars 2021 ;

VU les compléments apportés par l'exploitant le 27 juillet 2021 et le 20 septembre 2021,

VU le schéma départemental des carrières révisé de la Haute-Loire approuvé le 2 mars 2015 par arrêté préfectoral ;

VU le rapport du 21 octobre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 28 octobre 2021 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de la part du demandeur sur ce projet d'arrêté (courriel du 8 novembre 2021) ;

CONSIDÉRANT qu'une prolongation de 5 ans permettra de poursuivre l'exploitation dans les conditions prévues par le dossier initial sans entraîner d'impact ou nuisance supplémentaire ;

CONSIDÉRANT la compatibilité de la carrière avec les dispositions du schéma départemental des carrières de Haute-Loire approuvé le 2 mars 2015 et du projet de Schéma Régional des Carrières Auvergne-Rhône-Alpes en consultation du public du 10/09/21 au 10/10/2021 et notamment que le site ne se situe pas dans l'espace de mobilité de l'Allagnon et dans des alluvions récentes,

CONSIDÉRANT le projet d'installation de lavage des matériaux (d'une puissance de 95 Kwatt) pour une partie des produits extraits sur le site d'exploitation de Lorlanges (environ 20 000 t/an), fonctionnant en circuit fermé avec l'eau des bassins de la carrière alluvionnaire ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Durée de l'autorisation

Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté portant autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire et ses installations de traitement sur le territoire de la commune de LEMPDES SUR ALLAGNON, au lieu-dit "La Revaute", du 31 mai 2006 est modifié comme suit :

Les mots : « l'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la signature du présent arrêté [31 mai 2006] »

Sont remplacés par : « L'autorisation est accordée pour 20 ans à compter du 31 mai 2006 (date de signature de l'arrêté initial), soit jusqu'au 31 mai 2026.»

L'arrêté préfectoral n° BCTE/2021-58 du 31 mai 2021 est abrogé.

ARTICLE 2 : Modification de l'autorisation

L'article 1 de l'arrêté portant autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière et ses installations de traitement sur le territoire de la commune de LEMPDES SUR ALLAGNON, au lieu-dit "La Revaute", du 31 mai 2006 est modifié comme suit :

DESIGNATION	RUBRIQUE	VOLUME	REGIME
Broyage, concassage, criblage des matériaux	2515-1	282 + 95 kW soit 377 kW	E

ARTICLE 3 : Garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 83 937 euros jusqu'au 24 août 2021 et à 86 946 euros jusqu'à remise en état finale.

ARTICLE 4: Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1. Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication dudit acte.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5: Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LEMPDES SUR ALLAGNON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6: Exécution-Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le maire de LEMPDES SUR ALLAGNON, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL PROMEYRAT.

Fait au Puy-en-Velay, le 15 novembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX